

# Protéger les lanceurs d'alerte: un impératif qui nous concerne tous

LE SOIR – VINCENT ENGEL - 4/05/2019

Les lanceurs d'alerte comme Julian Assange dénoncent la déloyauté des institutions quelles qu'elles soient. Leur désobéissance civique est perçue par les autorités dénoncées comme une forme de déloyauté, justifiant la répression la plus violente, alors qu'elle est avant tout une loyauté à des principes autrement plus sacrés.

Depuis l'arrestation illégale de Julian Assange, des associations et des citoyens se mobilisent pour lui venir en aide et empêcher son extradition vers les États-Unis où il sera vraisemblablement traité de manière inhumaine. [Je me suis déjà exprimé sur cette affaire](#) ; j'aimerais pointer certains autres éléments.

Les réseaux sociaux et les médias ont énormément traité de cette affaire – du moins tant que l'actualité ne l'a pas remplacée par autre chose –, mais beaucoup d'articles ont tourné autour de la personnalité d'Assange ; un camp dressait la liste de ses défauts et de ses comportements jugés inacceptables, tandis que l'autre démontait ces accusations. Et l'on trouve ici une illustration frappante de cette caractéristique de notre époque hyper-connectée : on est face à un véritable dialogue de sourds, aucun argument n'étant entendu par le camp adverse.

Une fois encore, je pense que la personnalité d'Assange et les griefs que l'on peut ou non lui adresser n'ont aucune importance. [Comme l'écrit James Ball](#), il ne faut pas aimer Assange pour défendre ce qu'il représente. Et ce qu'il représente, ce sont les libertés fondamentales de la démocratie : information, opinion, expression. Mais au-delà, d'autres questions se posent, dont Assange et les lanceurs d'alerte sont l'illustration.

## La loyauté

Tout le monde est d'accord pour dire que la loyauté est cruciale. Sans doute. Mais rares sont ceux qui voient que la loyauté devient une connerie absolue lorsqu'elle n'est pas réciproque. Dans la mafia, dans les régimes totalitaires, le sommet exige la loyauté de tous en échange d'une protection illusoire, qui peut être retirée à tout moment si les circonstances l'imposent. Ce n'est pas de la loyauté ; [c'est de la soumission](#).

Ce mépris pour la masse qui se doit d'être loyale, on en trouve un exemple historique surprenant, qui n'est pas sans rappeler [la crise des gilets jaunes actuelle](#) : la guerre des paysans allemands, au début du seizième siècle. Cette révolte est alimentée par les écrits de Luther et elle est conduite par un prédicateur protestant, Thomas Müntzer. Cela n'empêche pas Luther de rédiger un pamphlet dévastateur contre ces paysans : *Contre les meurtriers et les hordes de paysans*. Plus de cent

mille paysans seront massacrés, un chiffre énorme. Luther ne s'en émeut pas. Sa théologie repose sur l'idée que si Dieu a donné à la noblesse le droit naturel de régner sur le peuple, il doit être juste envers lui. Le peuple n'a pas le droit de se révolter, mais la noblesse ne peut pas l'opprimer. À l'évidence, dans cette optique que l'on retrouve aujourd'hui largement partagée, la première obligation pèse plus lourd que la deuxième ; et si le peuple se révolte malgré tout, alors ceux qui les dirigent ne sont plus tenus à rien envers eux. La vision conservatrice qui s'attaque aujourd'hui aux lanceurs d'alerte dit : « Les gens doivent respecter la loi, donc la loi doit respecter la loi. Mais si les gens ne respectent pas la loi, celle-ci peut ne plus les respecter. » La vérité devrait être que les gens ne doivent respecter la loi que si la loi et les institutions les respectent.

### L'indépendance de la justice menacée

Or, ce qui choque particulièrement les dirigeants de ce monde dans les actions des lanceurs d'alerte, comme le soulignait Geoffroy de Lagasnerie, c'est l'atteinte à ce privilège exorbitant que leur offre le pouvoir : savoir des choses que le commun des mortels ignore. Ils sont de celles et ceux qui attendent des autres une parfaite loyauté. L'État exige de ses citoyens qu'ils soient loyaux – de même que les grandes entreprises; un État de droit se doit d'assurer la réciprocité de cette loyauté.

La loyauté d'un État envers ses citoyens repose sur quelques principes fondamentaux, au premier rang desquels la justice. Une justice véritablement indépendante, appliquant la loi de manière objective et impartiale, libre de toute emprise des autres pouvoirs, législatif ou exécutif. Or, cette indépendance est de plus en plus menacée. En Hongrie, Orbán réclame ouvertement que la justice soit au service de l'État ; dans notre pays, [le sous-financement de la Justice](#), voulu par l'exécutif, entrave son bon fonctionnement, au détriment des citoyens et au bénéfice de celles et ceux qui ont intérêt à échapper aux filets de la justice. Il y a quelques années, c'était Nicolas Sarkozy qui, sans ciller, parlait devant les caméras des « coupables » qui avaient été conduits devant le juge, au mépris ahurissant de la présomption d'innocence dont un président devrait être le premier défenseur. Sarkozy concluait : « Je vais vous dire : je fais entièrement confiance en la justice. » Quelques années plus tard, alors qu'il sera lui-même interrogé, cette belle confiance se sera évaporée. Les exemples se multiplient, partout, de Berlusconi à [Trump](#).

### Fâcheux court-termisme

La protection sociale est un autre élément de cette loyauté de l'État. Si des salariés et des travailleurs cotisent toute leur vie pour une pension promise, la loyauté exigerait que cette pension soit acquise, telle qu'elle a été définie en son temps, telle qu'elle a défini les montants des cotisations payées. La loyauté exigerait donc aussi, durant toutes ces années, une gestion des finances publiques qui assurera, quoi qu'il advienne, le respect de cette promesse. Il ne faut pas avoir fait science-po pour constater que les finances publiques n'ont jamais été gérées dans cet esprit, mais toujours à court terme, quel que soit le parti au pouvoir.

On peut en dire autant des autres services publics qui garantissent le bon fonctionnement de la démocratie : les soins de santé, l'éducation, la culture... Sur tous ces points, force est de constater que la situation se dégrade. Autrement dit : la loyauté de l'État envers les citoyens est de plus en plus un jeu de dupes.

### Loyauté et transparence

C'est dans ce contexte que l'on doit comprendre la logique des lanceurs d'alerte et assurer leur protection. Ce qu'ils dénoncent, c'est la déloyauté des institutions dans lesquelles ils travaillent, quelles qu'elles soient, publiques ou privées. Leur désobéissance civique est perçue par les autorités dénoncées comme une forme sacrilège de déloyauté, justifiant la répression la plus violente, alors qu'elle est avant tout une loyauté à des principes autrement plus sacrés. Ce sont celles et ceux qui sont dénoncés par les lanceurs d'alerte qui sont déloyaux et infidèles ; mais, comme l'écrivait Camus, « Le jour où le crime se pare des dépouilles de l'innocence, par un curieux renversement qui est propre à notre temps, c'est l'innocence qui est sommée de fournir ses justifications. »

Les cibles des lanceurs d'alerte jouent en effet aux victimes, aux purs outragés. Bien sûr, la présomption d'innocence vaut aussi pour eux, et les éléments dévoilés par les lanceurs d'alerte doivent être vérifiés par la Justice – encore elle ; mais il n'est pas acceptable qu'en attendant ce jugement, l'attaque se porte sur leurs dénonciateurs. Quand le sage montre la lune du doigt, le fou regarde le doigt... En justice, si l'accusé doit profiter de cette présomption, son accusateur doit également être protégé contre les représailles, les menaces et les intimidations, à moins qu'il s'agisse de diffamation, laquelle doit également être établie par un procès. Or, les lanceurs d'alerte subissent de telles actions quotidiennement, directement ou indirectement. Des actions aussi spectaculaires que celles menées contre Assange visent une cible bien plus large : toutes celles et tous ceux qui, aujourd'hui ou demain, pourraient être tentés de dénoncer des atteintes graves à la démocratie et à la justice. La première condamnation qui vient de frapper Assange, pour outrage à la Cour, s'inscrit dans cette logique : [50 semaines dans la pire prison du Royaume-Uni](#), à Belmarsh, prison de haute sécurité dont les conditions de détention ont été dénoncées par les associations de défense des droits humains, une prison où tous les détenus sont à l'isolement.

Au final, c'est bien de transparence qu'il s'agit.

Le but de Wikileaks est de dévoiler les comportements illicites des dirigeants de ce monde, en particulier américains. La transparence absolue doit exister pour ceux qui nous gouvernent, surtout lorsque ces agissements contreviennent aux valeurs que ces gouvernants sont supposés défendre. Bien sûr, la tâche est énorme et plus que difficile, comme le pointe Alasdair Roberts dans [l'article qu'il consacrait au sujet en 2012](#) : Wikileaks a été lâché par les entreprises qui permettaient son existence sur la toile et d'autres problèmes se sont posés, à commencer par la difficulté de gérer – et simplement de lire – les dizaines de milliers de documents dévoilés. Il a fallu aussi compter avec un paramètre douloureux : le manque d'impact réel sur le public. Alors

qu'Assange espérait que ces révélations conduiraient à un véritable changement politique, force est de constater que la révolution n'a pas (encore) eu lieu.

### Transparence à tous les niveaux

Si on peut le justifier dans le cadre d'opérations contre le crime et pour protéger des agents ou des indicateurs qui risqueraient leur vie si leur identité était dévoilée, on ne peut l'accepter pour des opérations illégales, ou lorsqu'un temps suffisant est écoulé et que plus personne ne peut être mis en danger par les révélations. Mais les gens sont malheureusement plutôt d'accord avec l'idée que le pouvoir doit posséder ses zones d'ombre, sa part de secret. C'est ce qui nourrit nombre de scénarios de films, de polars et de séries. Le secret excite, comme la lingerie fine ; la transparence déçoit souvent, comme la nudité (encore que, pour cette dernière, je ne sois pas d'accord, mais c'est un autre débat...)

Par contre, ce qui est aussi en jeu ici, c'est la transparence dont nous sommes la cible. Dans le film *The Circle*, on imagine [un monde de transparence totale](#), même si on découvre à la fin que les dirigeants ne jouent pas le jeu – ils sont déloyaux. Aujourd'hui, ce monde est une réalité. La Chine met en place [un système de surveillance](#) de ses citoyens qui conduira à les évaluer au quotidien, en fonction de leurs comportements les plus banals. En conséquence de quoi, celles et ceux qui se comporteront mal verront leur accès aux services réduit, voire supprimé. Et par un de ces curieux hasards de l'histoire, le gouvernement qui vient d'acheter un de ces systèmes de surveillance de la population à la Chine n'est autre que l'Équateur... le pays qui, après lui avoir accordé la nationalité et le droit d'asile sous la présidence de Correa, a retiré l'une et l'autre à Assange [pour permettre qu'il soit livré à l'administration américaine](#).